

**Point de presse de la porte-parole -  
Union européenne/Participation de  
Mme Nathalie Loiseau au conseil  
affaires générales - Irak/Elections  
législatives - Réunion politique de  
haut-niveau de l'initiative de  
sécurité contre la prolifération -  
Indonésie/Attentats - République  
centrafricaine - Jérusalem - Iran -  
Agenda du ministre, de la ministre  
chargée des affaires européennes et  
du secrétaire d'Etat du 14 au 18 mai  
2018/Principaux éléments publics**  
(Paris, 14 mai 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Union européenne - Participation de Mme Nathalie Loiseau au conseil affaires générales (Bruxelles, 14 mai 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, participe le 14 mai à la réunion du conseil affaires générales à Bruxelles, dont voici les principaux points :

1. Budget :

- Les ministres procèderont à un premier échange de vues sur la proposition de cadre financier pluriannuel présentée par la commission européenne pour la période 2021-2027. Mme Nathalie Loiseau manifesterà le désaccord de la France avec la baisse drastique des paiements directs de la politique agricole commune proposée par la commission.

- Parallèlement, elle accueillera favorablement certaines avancées contenues dans ce projet : une architecture plus lisible, et qui apporte une nouvelle réponse aux défis collectifs auxquels l'Union est confrontée, notamment migratoires, de sécurité et de défense et environnementaux ; un soutien renforcé à l'innovation, au numérique, à la recherche et à la mobilité des jeunes. La ministre appellera aussi l'Union à faire preuve de davantage d'ambition, notamment en ce qui concerne la suppression des rabais et la création de nouvelles ressources propres.

2. Préparation du conseil européen de juin :

- Les ministres prépareront le conseil européen des 28 et 29 juin. Mme Nathalie Loiseau rappellera que ce sommet doit maintenir une dynamique ambitieuse à un an des prochaines élections européennes, s'agissant notamment des orientations pour l'avenir de l'Union économique et monétaire.

- La ministre appellera également à ce que le conseil européen donne des orientations claires aux initiatives en matière de défense comme sur la stratégie numérique et de soutien à l'innovation.

### 3. Etat de droit en Pologne :

Les ministres examineront la situation de l'Etat de droit en Pologne. Dans une déclaration conjointe avec l'Allemagne, la ministre réitérera le soutien de nos deux pays à l'action de la commission et appellera à l'adoption dès que possible par la Pologne de mesures propres à lever les inquiétudes relatives à l'Etat de droit dans ce pays.

### 4. Autres sujets :

- Mme Nathalie Loiseau prendra ensuite part à un déjeuner lors duquel les ministres évoqueront les principaux défis dans la perspective des élections européennes de 2019.

- La ministre participera enfin à la session du conseil affaires générales en format "article 50", qui se réunira à 27 pour préparer la sortie du Royaume-Uni. Sur la base d'une présentation effectuée par le négociateur en chef de l'Union, M. Michel Barnier, les ministres examineront l'état d'avancement des négociations sur l'accord de retrait.

## 2 - Irak - Elections législatives (12 mai 2018)

La France salue la tenue, en Irak, des élections législatives le 12 mai. Après les succès militaires remportés contre Daech ces derniers mois, ces élections marquent une étape essentielle vers le renforcement de la démocratie en Irak. Nous saluons aussi les efforts des forces irakiennes qui ont assuré la sécurité des bureaux de vote et permis aux Irakiens d'exercer leurs droits.

Il incombera à l'assemblée élue et au prochain gouvernement de poursuivre le chemin de la réconciliation, de la stabilisation et de la reconstruction, dans le cadre d'un Irak uni et respectueux de sa diversité.

La France souhaite poursuivre l'approfondissement du partenariat qui la lie avec l'Irak et être présente pour l'accompagner dans les défis de la stabilisation et de la reconstruction du pays. Elle continue notamment de lutter aux côtés des Irakiens contre le terrorisme.

### 3 - Réunion politique de haut niveau de l'initiative de sécurité contre la prolifération (Paris, 15-16 mai 2018)

La France accueillera les 15 et 16 mai prochains la réunion politique de haut niveau de l'initiative de sécurité contre la prolifération (PSI), qui célèbre cette année son 15e anniversaire.

La PSI est un mécanisme flexible de coopération entre 105 pays, qui a pour but d'empêcher le trafic d'armes de destruction massives, de leurs vecteurs et des biens pouvant servir à leur production. Elle vise à établir et renforcer une coopération opérationnelle et efficace entre Etats volontaires pour lutter contre ces flux par mer, dans les airs et sur terre.

À travers cette initiative, les pays partenaires de la PSI - dont la France - se sont coordonnés pour mener de nombreuses interceptions de cargaisons proliférantes illégales au cours des quinze dernières années, contribuant ainsi à lutter de manière concrète contre la prolifération des armes de destruction massive et la prolifération balistique, conformément au droit international.

La France rappelle son attachement à la PSI et aux résultats obtenus grâce à cette initiative dans la lutte contre la prolifération. Elle appelle tous les Etats à mettre en oeuvre de manière complète leurs obligations internationales et en particulier les résolutions pertinentes du conseil de sécurité des Nations unies.

### 4 - Indonésie - Attentats (13 et 14 mai 2018)

La France condamne les attentats qui ont frappé la ville de Surabaya les 13 et 14 mai et visé plusieurs églises et un commissariat.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes.

La France est solidaire de l'Indonésie dans cette épreuve et lui renouvelle son soutien dans la lutte contre le terrorisme.

### 5 - République centrafricaine (14 mai 2018)

La France suit avec attention la situation en République centrafricaine et reste préoccupée par la persistance des violences et des activités déstabilisatrices perpétrées par les groupes armés à Bangui et dans le reste du pays.

Elle condamne fermement ces agissements et appelle l'ensemble des groupes armés à déposer les armes et à s'engager sans délai et sans condition dans le processus de paix.

La France réitère son soutien au président Touadera et aux autorités centrafricaines, appuyés par la MINUSCA, dans leurs efforts pour rétablir la sécurité et l'autorité de l'Etat sur tout le territoire. Elle encourage la MINUSCA à poursuivre la mise en oeuvre robuste de son mandat, notamment pour s'opposer à toute tentative d'infiltration de groupes armés en direction de la capitale.

La France réaffirme son engagement à soutenir la montée en puissance des forces de sécurité centrafricaines et salue l'action menée par la mission européenne de formation EUTM, à laquelle elle contribue activement.

La France appelle à la mise en oeuvre rapide et ambitieuse de la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation adoptée le 17 juillet 2017 à Libreville, en vue d'aboutir au désarmement effectif des groupes armés. Elle réaffirme son soutien à l'action menée dans ce cadre par les autorités centrafricaines, l'Union africaine et les pays et organisations de la région, et les encourage à poursuivre leurs efforts.

## 6 - Jérusalem

Q - Le transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel Aviv à Jérusalem sera finalisé aujourd'hui. Comment analysez-vous cette nouvelle réalité ?

R - Nous nous exprimerons séparément sur ce sujet.

## 7 - Iran

Q - Le conseiller américain à la sécurité nationale, John Bolton, n'a pas exclu dimanche des sanctions contre les entreprises européennes faisant affaire avec l'Iran. Avez-vous eu plus de clarté des Etats-Unis sur d'éventuelles nouvelles sanctions ?

R - L'accord nucléaire iranien, qui a été endossé par le conseil de sécurité des Nations unies, demeure en vigueur. La France regrette la décision de retrait américaine. Elle ne la partage pas. Comme l'ensemble des autres parties, elle reste dans le cadre de l'accord. Elle continuera, avec ses partenaires européens, à mettre en oeuvre ses engagements en matière de levée des sanctions tant que l'Iran continuera de mettre rigoureusement en oeuvre ses propres obligations dans le domaine nucléaire.

La France refuse le principe de sanctions extraterritoriales. Nous demandons aux Etats-Unis que le retour des sanctions américaines ne s'applique pas aux entreprises françaises et européennes qui commercent avec l'Iran ou y investissent dans le cadre prévu par l'accord nucléaire. La France agit pour protéger ses entreprises. Elle a établi, avec ses partenaires européens, des contacts avec Washington sur ce point.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est exprimé clairement sur le sujet. Dès demain, il réunira à Paris avec M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, les entreprises françaises engagées en Iran. Il retrouvera le soir même à Bruxelles les ministres des affaires étrangères allemand et britanniques, la Haute représentante de l'Union européenne, ainsi que M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

8 - Agenda du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'Etat du 14 au 18 mai 2018 - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

<span style="text-decoration: underline;">Dimanche 13 mai - Lundi 14 mai</span>

Déplacement en Irlande et au Royaume-Uni

<span style="text-decoration: underline;">Mardi 15 mai</span>

9h - Entretien avec le président de la République, Elysée

12h - Réunion avec les entreprises françaises présentes en Iran, avec M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, Paris

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

Soirée - Réunion avec les ministres des affaires étrangères allemands et britanniques et la Haute représentante de l'Union européenne, suivie d'une réunion avec M. Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères, Bruxelles

<span style="text-decoration: underline;">Mercredi 16 mai</span>

9h - Conseil restreint de défense, Elysée

10h - Conseil des ministres, Elysée

18h - Entretien avec le Premier ministre, Matignon

19h30 - Entretien et dîner de travail avec M. Wang Yi, conseiller d'Etat et ministre chinois des

affaires étrangères, Quai d'Orsay

<span style="text-decoration: underline;">Jeudi 17 mai</span>

Déplacement dans la Somme - Les rencontres du gouvernement

<span style="text-decoration: underline;">Vendredi 18 mai</span>

8h30 - Entretien avec M. Jean-Pierre Raffarin, Quai d'Orsay

11h30 - Entretien avec M. Bruno Rodriguez Parilla, ministre cubain des affaires étrangères, Quai d'Orsay

16h - Réunion ministérielle du partenariat contre l'impunité de l'utilisation des armes chimiques, Convention

—

Mme Nathalie LOISEAU

<span style="text-decoration: underline;">Lundi 14 mai</span>

Conseil affaires générales, Bruxelles

<span style="text-decoration: underline;">Mardi 15 mai</span>

Réunion des ambassadeurs allemands de l'Union européenne, Berlin

<span style="text-decoration: underline;">Mercredi 16 mai </span>

10h - Conseil des ministres, Elysée

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

<span style="text-decoration: underline;">Jeudi 17 mai</span>

## Déplacement dans les Pyrénées Atlantiques - Les rencontres du gouvernement

Vendredi 18 mai

8h30 - Remise du rapport du député Sylvain Waserman, chargé d'une mission temporaire sur la coopération transfrontalière franco-allemande, Quai d'Orsay

—

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Lundi 14 mai

Conférence sur les victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient, Bruxelles

13h - Déjeuner avec le conseil exécutif du MEDEF, Paris

19h15 - Dîner des leaders pour la paix, Paris

Mardi 15 mai

8h30 - Petit-déjeuner avec M. Eric Lombard, président de la Caisse des Dépôts, Convention

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

16h45 - Questions d'actualité au gouvernement, Sénat

18h - Examen de résolution relative à la prise en compte de la situation des "Américains accidentels" (FATCA), Sénat

Mercredi 16 mai

8h15 - Petit-déjeuner avec le "cercle des Européens", Paris

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

16h30 - Entretien avec M. Luhut Binsar Panjaitan, ministre indonésien des affaires maritimes, Convention

17h30 - Entretien avec M. Jean-Emmanuel Casalta, président directeur général et directeur de la stratégie et du développement de CFI, Convention

<span style="text-decoration: underline;">Jeudi 17 mai</span>

Déplacement à Besançon - Les rencontres du gouvernement

<span style="text-decoration: underline;">Vendredi 18 mai</span>

Déplacement à Amboise - Comité de pilotage "500ème anniversaire de la Renaissance" ./.